

**Objet : VŒU EN SOUTIEN A NOS FORCES DE L'ORDRE PRESENTE PAR LA MAJORITE MUNICIPALE**

**Pour restaurer l'autorité de l'Etat et la cohésion nationale, soutenons nos forces de l'ordre**

Communautarisme, séparatisme, terrorisme, éducation, sécurité, forces de l'ordre... autant de thèmes sur lesquels les enjeux pour notre pays sont aussi forts que les clivages qu'ils induisent dans les familles politiques et chez nos concitoyens. Sur le constat de départ, tout le monde converge, au moins en apparence :

- Qui peut dire que la France se porterait mieux sans forces de l'ordre ?
- Qui peut dire que le monopole de la violence légitime ne doit pas être réservé uniquement à ces corps constitués ?
- Qui peut dire qu'au prétexte de quelques brebis galeuses, tout un pan de ce qui fonde notre société, l'Etat de droit, serait voué à l'échec ?
- Qui peut dire qu'en France, la Police, est laissée libre d'agir sans contrôle, sans sanction ?

**Malheureusement, petit à petit, nous observons un glissement sémantique. Les violences, qualifiées de « policières », pour certains, seraient consubstantielles à l'essence même de ce qui fonde la Police républicaine.** Ça et là, sur les réseaux sociaux, les plateaux de télévision, ces chevaux de Troie de l'ultra-gauche, de l'extrême-gauche, poussent leur avantage et se servent de ces faits isolés qui ne décrivent en rien une réalité globale.

**La Ville d'Aulnay-sous-Bois rappelle que la Police nationale, la Gendarmerie nationale et nos Polices municipales sont des institutions républicaines.** Des institutions républicaines qui en contrepartie de leurs pouvoirs, subissent un contrôle ferme tant de leur autorité de tutelle, que de l'autorité judiciaire. Il n'y a pas en France, de permis de tuer ou de violenter illégalement, donné à nos forces de l'ordre. Nous avons une police républicaine, contrôlée, bien contrôlée, et sanctionnée quand il le faut.

En 2019, sur un corps de 150.000 agents de Police nationale, il y a eu 1678 sanctions prononcées. Le ministère de l'Intérieur enregistre donc à lui seul 65 % des sanctions prononcées à l'égard des fonctionnaires de l'Etat. Ce contrôle est administratif, mais il est aussi judiciaire. Ainsi l'IGPN a transmis 1322 enquêtes à l'autorité judiciaire qui ainsi a pu engager des poursuites à l'égard des fonctionnaires fautifs. La saisine disciplinaire se fait maintenant de plus directement en ligne.

**Nos forces de l'ordre font face à des défis multiples et nouveaux. Ils méritent le soutien de toutes les autorités publiques, de tous les citoyens et de leurs élus.** Chaque année, nos forces de l'ordre doivent s'adapter, évoluer. Criminalité, bandes organisées, lutte contre les trafics en tous genres, des stupéfiants aux êtres humains, contre le terrorisme et même maintenant des missions de sécurisation sanitaire... La France, face à ces défis, a toujours pu compter sur ses policiers et ses gendarmes. Elle sait qu'elle pourra constamment s'appuyer sur ces hommes et sur ces femmes.

**Rappelons-le : ces policiers nationaux, ces gendarmes, ces policiers municipaux font un travail dans des conditions difficiles, au péril parfois de leur vie.** L'an passé, 25 policiers et gendarmes sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions. Chaque année, plus de 20.000 d'entre eux sont blessés dans le cadre de leurs missions.

**La Ville d'Aulnay-sous-Bois appelle donc le gouvernement, au-delà des balbutiements sur Twitter, à soutenir nos forces de l'ordre, non seulement dans les mots, mais surtout dans les actes.**

Près de 150 000 policiers nationaux, plus de 100 000 gendarmes et quelques 22 000 policiers municipaux ont plus que jamais besoin du soutien inconditionnel des responsables politiques, des collectivités territoriales et de l'Etat.

Jamais nous ne nous résignerons à voir ces images de policiers lynchés publiquement par des casseurs et des milices d'extrême gauche, à voir ces hommes qui donnent leur vie pour protéger les nôtres, insultés et lâchement attaqués, à les voir jetés en pâture sur les réseaux sociaux ...

**Derrière cette haine de l'uniforme, se cache la haine de la République, de ses institutions, de nos institutions. La haine de la France.**

Nous, élus de la Majorité municipale, renouvelons notre confiance en la police de notre pays. Nous remercions ces hommes et ces femmes qui se sont engagés pour la sécurité de la nation et de leurs concitoyens. **Nous exhortons le gouvernement à affirmer avec détermination son soutien aux forces de l'ordre et à leur donner les moyens financiers, humains et juridiques qui soient à la hauteur de l'exercice de leur noble mission.**